La Belgique conditionne son aide au Burundi

@rib News, 03/06/2011 â€“ Source BelgaSteven Vanackere demande des efforts supplÃ©mentaires au BurundiLe Burundi doit accomplir davantage d'efforts de gouvernance pour pouvoir obtenir de la Belgique une rallonge de 50 millions d'euros d'aide au dÃ©veloppement.C'est ce qu'a indiquÃ© aux autoritÃ©s du pays le vice-Premier ministre et ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res du Royaume de Belgique, Steven Vanackere, actuellement en tournÃ©e en Afrique centrale.
La Belgique a prÃ©vu d'octroyer au Burundi une aide de 150 millions d'euros sur une pÃ©riode de quatre annÃ©es, ce qui en fait le principal donateur Ã ce pays. Steven Vanackere n'entend pas renoncer Ã cette politique. "Si nous avons un rÃ´le Ã jouer quelque part, c'est bien ici", a-t-il dit aux journalistes qui l'accompagnent, rappelant les liens historiques avec le Burundi, qui fut sous mandat belge entre 1919 et 1962.Une enveloppe supplÃ©mentaire de 50 millions d'euros est envisagÃ©e, mais elle est assortie de conditions. Le Burundi doit satisfaire aux normes du Fonds monÃ©taire international et de la Banque mondiale, mais aussi oeuvrer Ã l'organisation d'Ã©lections dÃ©mocratiques et Ã une meilleure gouvernance. Avec une corruption endÃ©mique et des institutions dÃ©faillantes, le pays ne remplit pas ces conditions Ã l'heure actuelle.Les autoritÃ©s burundaises ont fait valoir qu'un plan stratÃ©gique serait approuvÃ© la semaine prochaine, mais le gouvernement belge entend le juger sur piÃ¨ce. "L'Ã©valuation ne doit pas Ãªtre faite trop tÃ´t. Nous voulons continuer d'utiliser cette carotte", a expliquÃ© Steven Vanackere.Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le revenu moyen s'Ã©tablit Ã environ 1000 dollars par an, tandis que l'inflation est trÃ¨s Ã©levÃ©e, Ã plus ou moins 10%. Le pays export peu, surtout du thÃ© et du cafÃ©, pour un total d'Ã peine 6% de son PIB et importe beaucoup, notamment une Ã©nergie coÃ»teuse.Le sous-sol offre des matiÃ¨res premiÃ¨res comme l'or ou le nickel, mais peu de projets d'exploitation ont Ã©tÃ© lancÃ©s. Quant Ã l'industrie, elle est presque inexistante. L'une des plus grandes entreprises du pays, le brasseur Brarudi (Heineken), reprÃ©sente Ã lui seul 14% des recettes fiscales.En plus de cette situation Ã©conomique difficile, le pays est confrontÃ© Ã des tensions politiques et aux dons en baisse de la communautÃ© internationale. Plusieurs pays, comme la SuÃ¨de, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont rÃ©duit leur aide au Burundi ou l'ont simplement supprimÃ©e. Selon Steven Vanackere, le pays ne se vend pas bien. Le Rwanda voisin reÃ§oit le double d'aide au dÃ©veloppement, souligne-t-il. Quant au contexte politique, il n'est pas encore stabilisÃ©, alors que le pays se remet Ã peine d'une guerre civile qui a coÃ»tÃ© la vie Ã 300 000 personnes entre 1993 et 2006. Les conflits ethniques entre Tutsis et Hutus sont en voie d'apaisement, mais le mouvement rebelle FNL, qui ne reconnaÃ®t pas le rÃ©sultat des derniÃ¨res Ã©lections - pourtant jugÃ©es crÃ©dibles par la communautÃ© internationale - reste une menace pour la paix. Au cours des derniers mois, des actions armÃ©es de rebelles ont frÃ©quemment fait des victimes.